

Questions orales

Pourquoi son gouvernement a-t-il attendu un an et demi pour donner suite aux demandes que pratiquement tout le monde lui a adressées il y a environ 15 mois? Combien de temps faudra-t-il encore pour venir à bout de cette accumulation de demandes en vertu de ces nouveaux critères?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, ce retard dans le traitement des demandes de statut de réfugié sera comblé dans les délais que nous avons établis à l'origine; c'est ce que j'ai expliqué au député à plusieurs reprises. On en viendra à bout avec le budget que nous avons.

Les directives ont été modifiées à la demande du juge Jerome dont la décision n'a rien changé au principe que nous avons établi au départ, à savoir procéder à un examen de base crédible, à partir de considérations humanitaires, pour déterminer le statut de réfugié par opposition au statut d'immigrant.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, à l'heure où nous parlons, la ministre sait fort bien que le gouvernement a dépassé son budget de 100 millions de dollars et qu'il accuse un retard de neuf mois sur sa proposition. Je crois que les Canadiens voulaient savoir quelle est la limite à partir de maintenant.

Je pose ma question supplémentaire à la même ministre. Puisque de nombreux requérants ont été déboutés ou déportés en vertu des anciens critères, la ministre leur garantira-t-elle une deuxième audience en règle qui tiendra compte de ces nouveaux critères?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, comme je l'ai expliqué ce matin, ceux qui ont quitté volontairement le Canada ou qui ont été expulsés auront droit, dans nos missions à l'étranger, à un examen en règle pour des considérations humanitaires, ce qui est tout à fait de mise car nos gens en poste à l'étranger sont parfaitement qualifiés pour étudier leur cas d'après les directives dont j'ai parlé.

* * *

• (1450)

L'AGRICULTURE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Voici un extrait du discours du Trône prononcé hier devant l'Assemblée législative de la Saskatchewan:

Mon gouvernement a reçu du gouvernement du Canada une garantie d'aide financière aux agriculteurs pour les semences printanières.

D'ici à la mi-avril, les agriculteurs vont-ils recevoir un paiement comptant d'au moins 500 millions de dollars?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Comme je l'ai dit à la Chambre hier, monsieur le Président, les sous-ministres sont en train d'analyser la situation et d'examiner le rapport du comité chargé de surveiller la situation agricole.

J'ai déjà dit à la Chambre que nous essayons d'établir un programme fédéral-provincial pour résoudre les problèmes qui se posent dans l'ouest du Canada et dans d'autres régions du pays.

Le député devra faire preuve de patience. Qu'il se rassure, la question est à l'étude et nous faisons des progrès.

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, voici un autre passage du discours du Trône:

Ottawa a également convenu d'établir un mécanisme pour contrebalancer l'impact des guerres internationales de subventions aux céréales.

Le ministre a-t-il convaincu ses collègues du Cabinet qu'il lui faudra au moins un milliard de dollars pour dédommager les agriculteurs canadiens victimes des guerres de subventions aux céréales?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je devrais demander au député comment il a pu calculer que les pertes résultant de la guerre des céréales s'établiront à un milliard de dollars. S'il me donnait ses chiffres, je pourrais en tenir compte.

* * *

LE PROGRAMME SPATIAL

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Sciences.

Lorsqu'elle a revendiqué l'agence spatiale, la région avait fait état d'une répartition régionale des dépenses qui allouait environ 10 p. 100 au Canada atlantique. Jusqu'ici, le Canada atlantique n'a obtenu qu'une faible partie de cette tranche.